

Stratégie de gestion concertée des eaux pluviales à l'échelle d'un petit bassin versant - de la difficile gestion des eaux pluviales en zone rurale

Concerted stormwater management strategy on a small rural watershed: rural specific difficulties

Gadiolet, P.

Chargé de mission Contrat de Rivière Azergues
S.M.R.P.C.A. – 42 rue de la Mairie – 69480 AMBERIEUX D'AZERGUES
mél : contrat.riviere.azergues@wanadoo.fr

RÉSUMÉ

Les bassins versants ruraux, à la différence de ceux situés en contexte urbain, présentent une complexité maximale en matière de gestion des eaux pluviales due aux spécificités du terrain (grande diversité d'utilisation des sols et disparité des aménagements hydrauliques) mais aussi au mode de gouvernance de l'eau caractérisé par une gestion éclatée entre un grand nombre d'acteurs qui ne maîtrisent chacun qu'un tronçon du fil de l'eau ou qu'un aspect de la problématique.

L'exemple du bassin versant du ruisseau d'Alix, petit affluent de rive gauche de la rivière Azergues est à cet égard tout à fait représentatif du type de situation généralement rencontré en zone rurale.

Après un rapide exposé des problèmes engendrés par des pratiques actuelles non satisfaisantes et l'identification des principaux freins et contraintes, nous présentons la stratégie engagée sur ce bassin versant pilote visant à mobiliser durablement les acteurs locaux autour d'une vision partagée et solidaire de l'eau, en vue de la mise en place d'une gestion concertée et intégrée des eaux pluviales qui seule permettra l'atteinte de l'objectif conjoint de réduction de l'aléa d'inondation et de bon état chimique et écologique du cours d'eau.

Cette stratégie repose sur un important travail d'animation. Elle est portée par le syndicat du contrat de rivière qui a développé dans ce domaine une compétence et des méthodes de travail éprouvées.

MOTS CLÉS

Stratégie / concertation / gestion des eaux pluviales / bassin versant rural

ABSTRACT

Rural watersheds, unlike those located in urban areas, represents a maximal intricacy in terms of stormwater management due to ground specificities (wide range in the use of the grounds and disparity in hydraulic development) and also due to the way water management is done with many actors who only manage one part of the treatment or one aspect of the question.

The example of Alix stream's watershed, small stream located on the left side of the Azergues river, clearly represents in this respect the situation in rural areas.

After a brief summary of the problems linked to today not satisfactory experience and to the identification of the main breaks and constraints, we present the strategy tested on this watershed in order to durably mobilize local actors around a shared and binding all parties vision of the water in order to set a concerted and integrated management of stormwater that will be the only way to reach the two objectives that are reduce flooding risks and improve chemical and ecological situation of the stream.

This strategy lays on an important deal of animation. It is supported by the river contract association that developed in this area ability and proven methods of working.

KEYWORDS

Strategy / dialogue / stormwater management / rural watershed

1- CONTEXTE DE LA DEMARCHE

Le Syndicat Mixte pour le Réaménagement de la Plaine des Chères et de l'Azergues (SMRPCA) est la structure porteuse du premier contrat de rivière signé sur le bassin de l'Azergues en janvier 2004 et qui a vu son achèvement fin 2009. Ce contrat de rivière a la particularité d'avoir connu au cours de sa phase opérationnelle d'une durée de 6 ans, deux épisodes de crue exceptionnels de période de retour quasi centennale (décembre 2003 et novembre 2008). Ces événements ont eu des répercussions fortes sur la programmation initiale du contrat principalement axée sur l'amélioration de la qualité des eaux, volet représentant à lui seul 74% du budget total. Il a malgré tout bien fallu prendre en compte cette problématique poussée par la population et relayée par les élus locaux. Faute de budget dédié conséquent, l'investissement a toutefois surtout été intellectuel. Avec moins de 5 % du montant total des investissements programmés, le volet de protection contre les risques hydrauliques faisait en effet office de parent pauvre du contrat de rivière.

La démarche présentée dans le présent article est ainsi le fruit de la réflexion mûrie au cours de ce contrat de rivière et des événements hydrologiques qui l'ont marqué, sur les causes des inondations et les pistes de solutions nouvelles à explorer pour tenter d'enrayer l'aggravation constatée des phénomènes.

1.1- Cadre géographique

Le bassin versant de l'Azergues se situe au nord-ouest du département du Rhône. Il recouvre (sous bassin Brévenne-Turdine inclus) un territoire de 875 km² représentant le quart de la superficie du département (cf. figure ci-dessous).

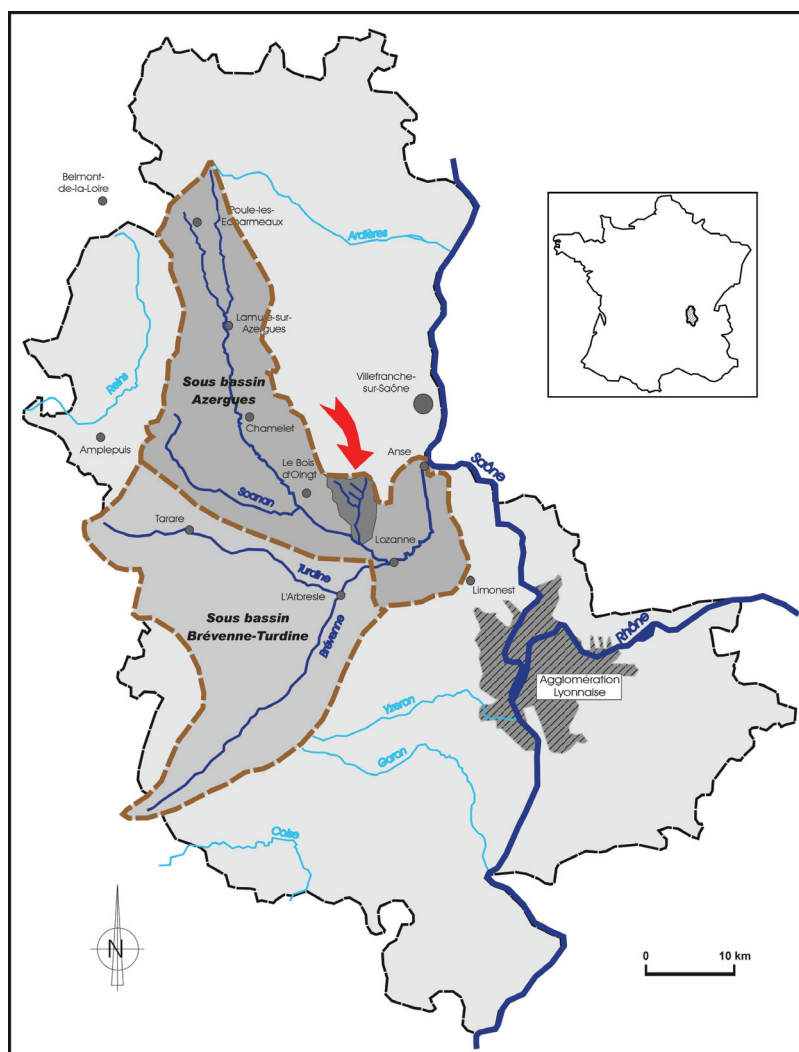


Fig. 1 : localisation géographique du bassin versant du ruisseau d'Alix

Avec un cours long d'environ soixante dix kilomètres drainant la partie méridionale des monts du Beaujolais, l'Azergues constitue le principal affluent de la Saône dans le département.

Le ruisseau d'Alix est un affluent de rive gauche de l'Azergues qu'il rejoint sur son cours moyen inférieur, au terme d'un parcours d'environ 6,5 km.

Sur ce secteur, l'Azergues traverse un petit massif calcaire, prolongement des Monts d'Or lyonnais correspondant aux dépôts sédimentaires du Jurassique moyen. Le bassin versant du ruisseau d'Alix s'inscrit dans ce contexte géologique.

Le ruisseau d'Alix comporte 6 affluents dont les plus significatifs par leurs apports sont le ruisseau de Chambonne et celui de la Goutte de Bois Dieu. Le linéaire développé de cours d'eau atteint 11,4 km. L'Alix contribue au débit de l'Azergues à hauteur de 8 %, ce qui en fait l'un de ses principaux affluents (hors Brévenne et Soanan).

Le bassin versant du ruisseau s'étend sur un territoire de 19,6 km² partagé entre cinq communes principales : Alix, Bagnols, Charnay, Châtillon d'Azergues et Frontenas. Le point culminant du bassin versant se situe à l'altitude de 510 m, tandis que la confluence du ruisseau avec l'Azergues se trouve à la cote 210 m. Le relief présente des pentes comprises entre 1 % et 2 % pour la vallée et variant de 5 % à 20 % pour les versants.

L'occupation du sol se partage entre bois, cultures, pâturages et vignes. La surface urbanisée correspond à environ 15 % de la superficie totale du bassin versant. L'aérodrome de Villefranche-Tarare, géré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Villefranche Beaujolais (CCIVB) et implanté sur la commune de Frontenas, totalise à lui seul 5,8 ha de surfaces imperméabilisées (bâtiments, hangars, piste, tarmac et parking voitures).

Le régime hydrologique est de type pluvial. La pluviométrie annuelle est de l'ordre de 750 mm. L'écoulement des eaux superficielles est fortement influencé par la géologie du bassin versant ; on constate en effet une importante dichotomie entre les deux versants (cf. figure ci-dessous).

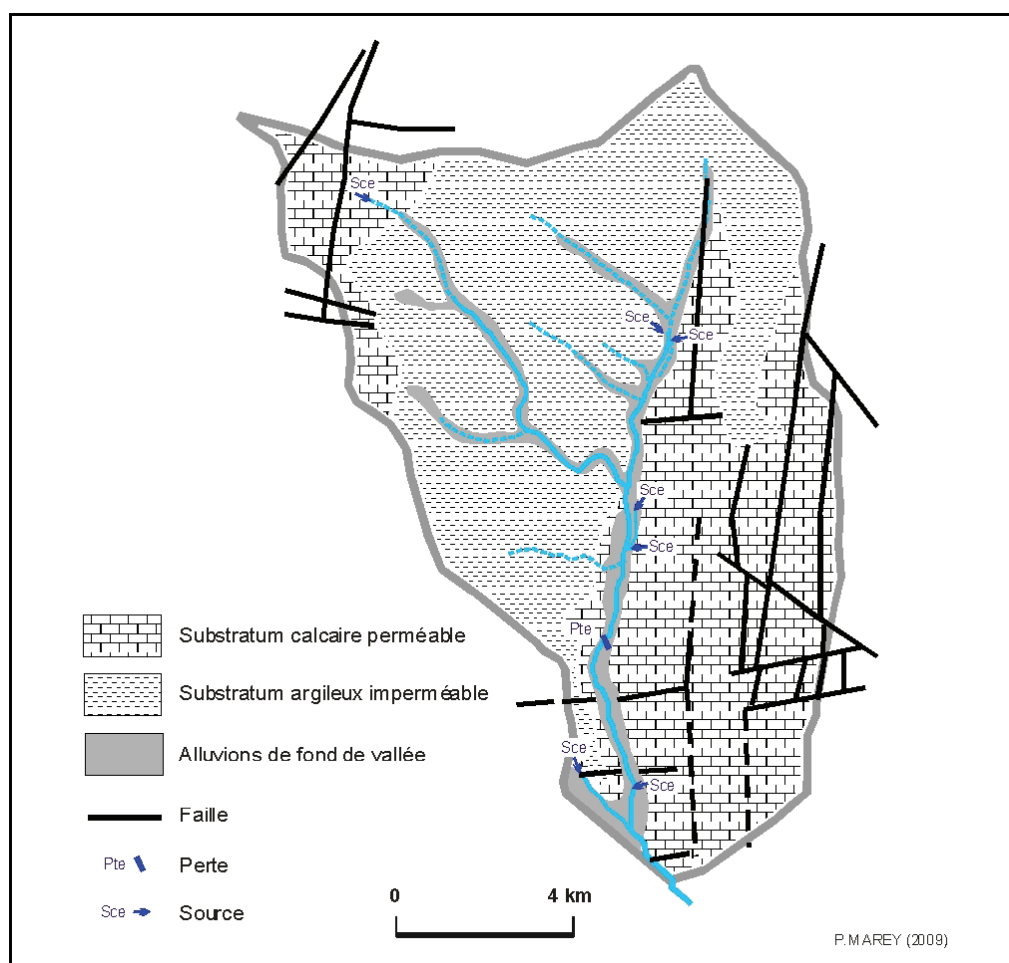


Fig. 2 : contexte hydrogéologique du bassin versant du ruisseau d'Alix

La rive droite et la tête de bassin forment un impluvium sur substratum argileux imperméable et présentent de fait un chevelu développé de ruisseaux dont l'écoulement, plus ou moins permanent, est directement fonction de la pluviométrie. La rive gauche en revanche, qui s'étend sur un anticlinal calcaire faillé perméable, ne comporte aucun écoulement superficiel. Les eaux météoriques s'infiltrent dans la masse des calcaires aaléniens et bajociens où se sont développées de petites circulations karstiques, pour ressurgir en pied de versant, sous forme d'émergences au contact des marnes subordonnées. Ces sources sont permanentes et relativement constantes tout au long de l'année quoique présentant des débits généralement faibles.

La rive droite du ruisseau est ainsi davantage réactive aux épisodes pluvieux que la rive gauche.

1.2- Organisation administrative du territoire

Du point de vue de son organisation administrative et politique, le bassin versant est partagé entre deux cantons : canton d'Anse à l'Est et canton du Bois d'Oingt à l'Ouest. Deux intercommunalités ont calqué leur aire de compétence sur ces limites cantonales : la Communauté de Communes Beaujolais Saône Pierres Dorées (CCBSPD) à l'Est et la Communauté de Communes des Pays du Bois d'Oingt (CCPBO) à l'Ouest (cf. figure ci-dessous).

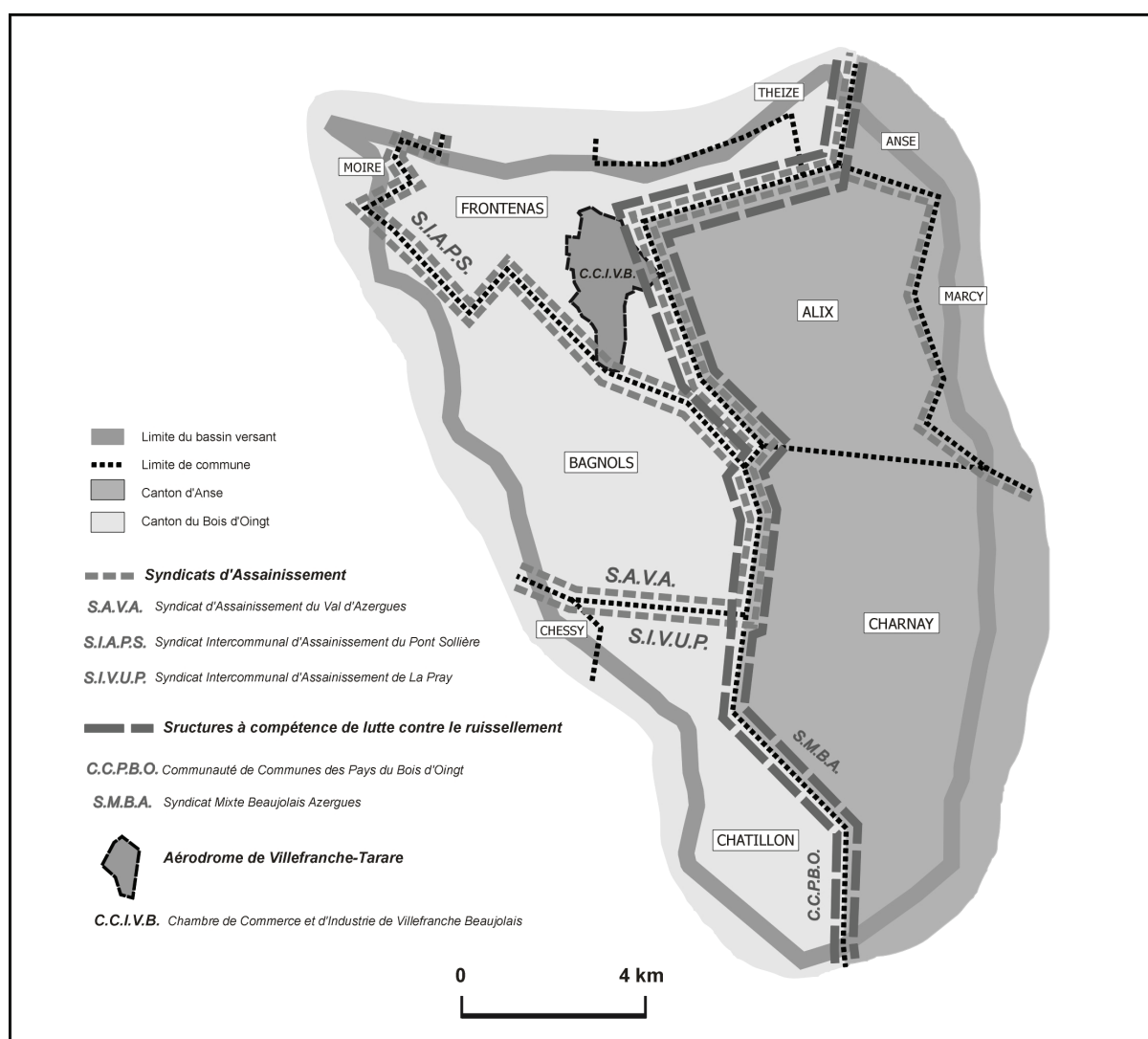


Fig. 3 : les limites de compétence territoriale des structures publiques gérant des eaux pluviales sur le bassin versant du ruisseau d'Alix

La CCPBO a inscrit parmi ses compétences la lutte contre l'érosion des terres due au ruissellement sur les versants tandis que les communes membres de la CCBSPD l'ont délégué au Syndicat Mixte Beaujolais Azergues (SMBA).

Trois syndicats intercommunaux d'assainissement des eaux usées se partagent le territoire : le SIVU

de la Pray à l'Est (SIVUP), le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Pont Sollière (SIAPS) au Nord-Ouest et le Syndicat d'Assainissement du Val d'Azergues au Sud-Ouest (SAVA). Aucun de ces syndicats n'est compétent en matière de gestion des eaux pluviales mais tous ont dans leur patrimoine une part encore importante de réseaux unitaires équipés de déversoirs d'orage qui surversent dans les ruisseaux lors des épisodes pluvieux.

1.3- Contexte socio-économique

Ce territoire rural, proche de l'agglomération lyonnaise et situé à mi-chemin entre les villes de Villefranche-sur-Saône et de Tarare est actuellement en pleine mutation : la crise viticole qui affecte depuis plusieurs années le vignoble beaujolais conduit en effet à l'arrachage d'importantes superficies en vignes tandis que la forte pression démographique induit un phénomène de périurbanisation qui voit le développement des lotissements d'habitations individuels et autres zones d'activités économiques.

1.4- Problématique

L'urbanisation de ce territoire s'est faite depuis des décennies sans autre mode de prise en compte des eaux pluviales que leur canalisation dans des fossés ou des réseaux d'assainissement, le plus souvent unitaires, rejetant directement dans les ruisseaux.

Dans ce contexte, le village de Châtillon établit au débouché du ruisseau d'Alix dans la vallée d'Azergues a vu les phénomènes de crue s'aggraver au fil des ans. Les épisodes se succèdent en effet à un rythme accéléré (mai 1983, décembre 2003, novembre 2004, avril 2005, novembre 2008) et avec une violence accrue. La crue du 02 novembre 2008 est ainsi la plus forte crue connue de mémoire humaine. Ce phénomène de péjoration des crues est également constaté sur d'autres petits bassins versants proches situés dans le même contexte hydro-géomorphologique et se trouvant dans une conjoncture socio-économique similaire.

Une étude hydraulique a permis d'évaluer le débit de la crue décennale de l'Alix à Châtillon à $9 \text{ m}^3/\text{s}$ et celui de la centennale à $18 \text{ m}^3/\text{s}$. Or, dans sa traversée du village, le lit du ruisseau est très peu profond et contraint par des aménagements de berge et des ouvrages de franchissement sous dimensionnés qui réduisent fortement sa capacité qui est ainsi à peine capable d'écouler des crues biennales ($4,5 \text{ m}^3/\text{s}$). Les débordements, désormais fréquents, inondent non seulement les lotissements riverains (bâties en zone inondable) mais aussi le centre bourg du village où l'inondation cause de nombreux dégâts aux bâtiments publics, commerces et habitations.

Cette augmentation de la fréquence, de la rapidité et de l'amplitude des crues inquiète à juste titre les élus et les riverains.

Au dire des anciens du village, on observe en contrepartie un débit des cours d'eau moins soutenu à l'étiage que par le passé. Les analyses physico-chimiques et hydrobiologiques révèlent par ailleurs une qualité des eaux médiocre.

Les effets de l'imperméabilisation des sols et de la canalisation des eaux pluviales conduisant à leur évacuation accélérée hors de l'hydrosystème semblent ainsi se faire sentir sur le fonctionnement hydrologique du ruisseau tandis que la surverse des déversoirs d'orage et le lessivage des voiries contribuent à la pollution de ses eaux. La problématique dépasse ainsi largement le seul cadre de l'hydraulique et doit donc être appréhendée de façon globale si l'on veut, non seulement atténuer les problèmes d'inondation, mais aussi répondre aux exigences d'atteinte du bon état écologique et chimique de la masse d'eau fixée dans le SDAGE Rhône-Méditerranée à l'échéance 2021.



Trop ou pas assez d'eaux de mauvaise qualité ; ainsi pourrait-on résumer la problématique affectant le ruisseau d'Alix.

Nous nous attacherons donc dans le présent article à exposer comment nous comptons répondre à cette problématique double en conciliant à la fois attentes locales de sécurité et directives environnementales supranationales.

2- DEBUT DE REPONSE

2.1- Traiter l'urgence

Compte tenu de la pression exercée sur les élus communaux par la population résidant dans les quartiers inondables de Châtillon, la CCPBO, qui est maître d'ouvrage des travaux en rivière, a engagé dans le cadre d'une action inscrite au programme du contrat de rivière une première tranche de travaux de recalibrage hydraulique du lit du ruisseau et des ouvrages le franchissant afin d'apporter un début de réponse aux attentes locales. Ces travaux amélioreront l'écoulement des plus petites crues mais ne permettront toutefois pas, compte tenu du contexte géomorphologique et urbanistique local, d'assurer une protection contre l'inondation au-delà de la crue quinquennale, ce qui demeure largement insatisfaisant.

Face à ce constat, la réflexion des élus s'oriente logiquement sur l'aménagement complémentaire de bassins d'écrêtement plus en amont dans le bassin versant. Plusieurs sites s'y prêteraient sur les communes d'Alix et de Châtillon. Néanmoins, les volumes à retenir pour limiter le débit de pointe à 6 m³/s dans la traversée de Châtillon sont importants : 30 000 m³ pour une période de retour décennale, 115 000 m³ pour une trentennale et 300 000 m³ pour une centennale ! Le coût élevé de tels aménagements pose immédiatement le problème de leur financement. Par ailleurs, le dimensionnement de ces ouvrages, établis dans les conditions hydrologiques actuelles, risque de se trouver rapidement dépassé si l'aménagement et l'urbanisation du bassin versant se poursuivent en amont sans gestion intégrée des eaux pluviales.

Par ailleurs, ces travaux ou projets ne répondent pas à l'objectif conjoint d'amélioration de la qualité des eaux. Sans écarter a priori cette piste des bassins d'écrêtement, se fait ainsi jour la nécessité de rechercher en parallèle d'autres voies de solutions envisageables car on entrevoit que le nœud de l'affaire réside plus dans la prévention à la source des problèmes que dans l'intervention réparatrice de leurs effets négatifs.

Ainsi, avant de nous lancer trop précipitamment dans la recherche de solutions techniques aux problèmes constatés, il nous a paru primordial de prendre au préalable le temps d'affiner le diagnostic afin de pouvoir ensuite apporter des réponses qui soient les plus pertinentes possibles pour répondre au double objectif fixé de gestion des risques et d'atteinte du bon état écologique.

Nous présentons ci-après sommairement la méthodologie que nous avons suivie.

2.2- Approfondir le diagnostic

Partant du principe qu'un bassin versant est un territoire et des hommes qui y vivent ou exercent une activité, nous avons conduit nos investigations selon deux entrées :

2.2.1- l'approche territoriale

A partir des photographies aériennes et de la carte topographique nous avons tout d'abord délimité les sous bassins constitutifs ainsi que les modes d'occupation des sols. Une reconnaissance sur le terrain a permis de vérifier la justesse de la délimitation ; le relief étant localement peu marqué il n'est en effet pas toujours aisé de définir a priori dans quelle direction s'écoule l'eau. Pour ce faire, les investigations ont été conduites de préférence pendant ou juste après des épisodes pluvieux de forte intensité qui seuls peuvent permettre de définir le sens d'écoulement des eaux. Cet exercice a ainsi permis de localiser et de quantifier les différents apports au ruisseau.

Un inventaire et un descriptif sommaire de l'ensemble des ouvrages hydrauliques rencontrés (fossés, buses, ponts...) a été réalisé à cette occasion. Ont également été répertoriés les zones de rétention, de freinage ou de dissipation de l'énergie des écoulements (tronçons de cours d'eau encombrés par le bois mort et secteurs de divagation du lit, zones humides, haies et talus transversaux formant digue, etc.), les modes d'exploitation des sols (assolement, coupes forestières...) et les pratiques culturales (sens des labours, enherbement des charrois et rangs de vignes...). L'ensemble de ces éléments a été reporté sur un fond de carte topographique.

Le croisement de toutes ces informations a ensuite permis d'établir une hiérarchisation des sous bassins en fonction de leur contribution respective aux apports d'eau et de charge polluante aux cours

d'eau.

Ce travail de terrain a enfin rendu possible l'identification de la ou des causes principales des dysfonctionnements constatés (pratiques agricoles ou forestières, drainage des voiries, rejets de déversoirs d'orages, urbanisation...).

2.2.2- la rencontre des acteurs

En parallèle à l'étude du bassin versant a été conduit un travail d'identification des acteurs de la gestion des eaux pluviales.

Pour les acteurs publics, une analyse de leurs compétences réglementaires en la matière a également été menée par l'analyse de leurs statuts administratifs. Un entretien avec chacun d'entre eux a permis d'évaluer leur degré de sensibilité à la problématique, de tester leur volonté de s'engager dans ce domaine et, le cas échéant, de mieux appréhender leurs motivations. Cette rencontre a également permis de prendre connaissance des documents de planification existants (P.L.U., schémas directeurs d'assainissement...) et d'évoquer les projets d'urbanisation et d'aménagement du territoire placé sous leur responsabilité.

2.3- Premiers enseignements

Au fil des premières investigations menées il est rapidement et clairement apparu que l'une des difficultés majeures à laquelle nous allions être confrontés pour résoudre les problèmes de gestion des eaux pluviales résidait dans le grand nombre d'acteurs impliqués et dans l'intrication de leurs compétences en la matière. En effet, en faisant abstraction des acteurs privés (agriculteurs, propriétaires fonciers...) trop nombreux, pour nous intéresser qu'aux seuls acteurs publics nous totalisons malgré tout pas moins d'une cinquantaine de personnes physiques représentant une quinzaine de personnes morales (communes, communautés de communes, syndicats intercommunaux). Pour chaque structure publique, il convient encore de distinguer les élus du personnel technique salarié.

Pour illustrer notre propos, prenons l'exemple de la gestion des eaux de voiries.

Dans le bassin versant, nous pouvons différencier 3 grandes catégories de voiries : les routes départementales, les voies communales et les chemins ruraux.

Les routes départementales relèvent de la compétence du Département mais leur gestion est, selon la nature et l'ampleur des aménagements et travaux à réaliser, éclatée entre services centralisé et décentralisé. Ainsi, les projets d'aménagement d'infrastructures nouvelles relèvent de la Direction centralisée des Routes Départementales (DRD) tandis que l'exploitation et l'entretien des voiries existantes sont confiés aux Maisons du Département du Rhône (MDR), services départementaux décentralisés dans chaque canton. Le bassin versant étant situé à cheval sur deux cantons nous avons donc comme interlocuteurs pour ces voiries au minimum deux services départementaux.

Les voies communales sont quant à elles passées sous la compétence des communautés de communes ; comme nous en avons deux sur le territoire, on double donc ici encore le nombre d'interlocuteurs.

Mais ce n'est pas tout, si la chaussée est de compétence communautaire, il n'en est pas de même des accotements et fossés qui sont restés sous compétence communale ! Les chemins ruraux sont également demeurés sous la responsabilité des communes. Cela nous fait donc 5 interlocuteurs supplémentaires.

Potentiellement, pour traiter de cette seule problématique des eaux de voirie, on est ainsi susceptible d'avoir affaire à une dizaine d'interlocuteurs différents.

Le cas de figure présenté dans la figure 4, quoique théorique, illustre parfaitement cette complexité extrême à laquelle nous sommes confrontés.

Sachant en outre qu'il n'existe pas de procédures de concertation ni de personne physique chargée d'assurer le lien entre les communautés de communes, que chaque commune est représentée au sein de ces dernières par un ou deux élus municipaux délégués qui ne sont pas nécessairement ceux en charge de la voirie et que la circulation de l'information entre élus au sein de chaque collectivité n'est pas toujours exempte d'imperfections, il est aisé de comprendre que la coordination des actions sur le seul thème de la gestion des eaux de voirie n'est pas évidente.

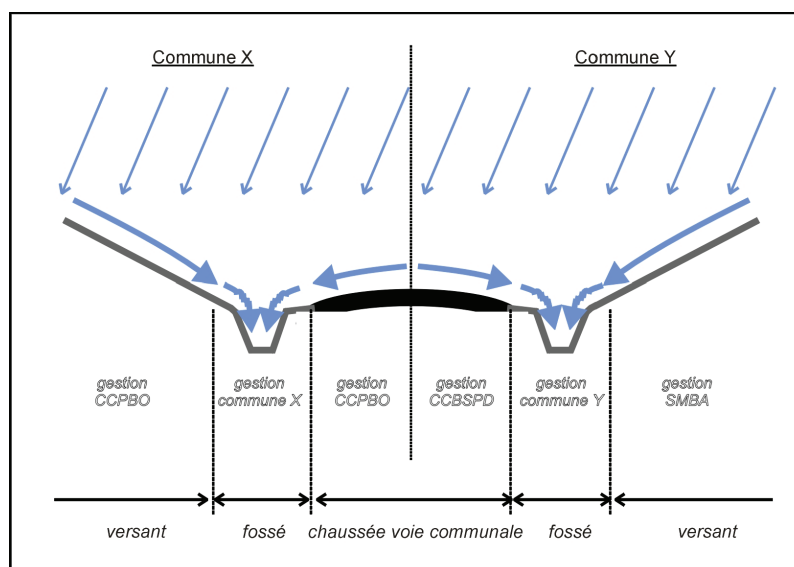


Fig. 4 : le partage des responsabilités de gestion des eaux pluviales sur le bassin versant du ruisseau d'Alix
(cas de figure théorique)

On peut étendre l'exercice à l'ensemble des thématiques touchant de près ou de loin la gestion des eaux pluviales (assainissement des eaux usées, urbanisme, lutte contre l'érosion des sols due aux ruissellements sur les coteaux, etc.), à chaque fois on se trouve confronté à un nombre non négligeable d'intervenants mais sans personne pour assurer le lien entre eux ni la transversalité des thématiques.

Cette organisation atomisée et cloisonnée à l'extrême explique qu'actuellement la gestion des eaux pluviales n'est pas sur le bassin versant une problématique identifiée en tant que telle ; elle ne bénéficie donc pas de politique dédiée et n'a en conséquence pas d'élus ni de crédits spécifiques réservés. En conséquence de quoi, chacun s'en « débarrasse » au plus vite et au moindre coût, au détriment des fonds inférieurs et des milieux récepteurs. Ce dernier terme est d'ailleurs révélateur d'une perception réductrice des milieux aquatiques qui ne sont considérés qu'au regard de leur seule fonction d'évacuation des eaux. On est ici bien loin des préoccupations de la Directive Cadre sur l'Eau...

Le bassin versant de l'Alix n'est pas un cas à part sur le bassin versant de l'Azergues ; il est au contraire tout à fait représentatif de l'extrême complexité de la gestion des eaux pluviales en zone rurale qui est éclatée entre de nombreux acteurs qui ne se concertent pas ou trop peu.

Face à ce constat faut-il pour autant se décourager ?

Compte tenu des enjeux en cause (protection des biens et des personnes contre les crues et bon état écologique des masses d'eau) il ne nous semble pas permis de baisser les bras. Alors, que faire et comment ?

Il se fait jour la nécessité d'inventer une nouvelle façon de travailler, pragmatique, ne remettant pas en cause les structures existantes et n'en créant surtout pas de nouvelles.

Nous avons ainsi imaginé une stratégie basée sur un nouveau mode de fonctionnement, privilégiant le travail en synergie des acteurs en vue d'une plus grande efficacité et efficience. Cette approche s'inscrit dans une logique gagnant-gagnant visant à opérer une véritable révolution culturelle dans le domaine de la gestion des eaux pluviales en zone rurale.

3- ELABORATION D'UNE STRATEGIE

L'enjeu réside donc dans la mise en place d'une stratégie globale de gestion concertée des eaux pluviales à l'échelle du bassin versant. Cette démarche s'inspire de la méthode de conduite de projets de concertation territoriale.

5 étapes clés nous semblent essentielles pour la réussite de la démarche :

3.1- Prise de conscience

La première étape, essentielle à nos yeux, réside dans la prise de conscience à la fois individuelle et collective du problème. Pour les acteurs, cela passe par l'appréhension de leur rôle, de leurs responsabilités et des incidences de leurs actions dans le domaine de la gestion des eaux pluviales.

Ceci ne peut que découler d'une démarche active d'information et de sensibilisation, ce qui nécessite de mettre sur pied un plan de communication ciblé.

Notons ici que les crues de ces dernières années ont, par leur répétition et l'accroissement de leurs dégâts, fortement contribué à cette prise de conscience.

3.2- (Re)connaissance mutuelle des acteurs

La deuxième étape doit passer par la connaissance des principaux acteurs dans le domaine de la gestion des eaux pluviales afin de permettre de répondre à une première question du qui fait quoi ? Mais il est primordial de ne pas s'arrêter là et de pousser plus loin la connaissance afin de comprendre les logiques d'acteurs pour répondre à la question suivante du pourquoi agissent-ils ainsi ?

Enfin, cette étape doit également permettre une (re)connaissance mutuelle des acteurs entre eux.

3.3- Motivation

La troisième étape consiste en la motivation des acteurs à adhérer à la démarche et à s'engager dans une gestion concertée des eaux pluviales. Le principal défi en la matière réside dans l'implication des communes de l'amont du bassin versant qui, bien évidemment, se sentent moins concernées par le problème, n'en subissant pas les conséquences.

3.4- Engagement

L'engagement des acteurs publics dans la démarche sera matérialisé par la signature d'une charte de bonne gestion des eaux pluviales. Dans ce document, après exposé en préambule de la problématique, des enjeux et des objectifs de la démarche, chaque acteur présentera ses compétences propres dans le domaine et s'engagera à intégrer de façon systématique la problématique de la gestion des eaux pluviales dans chacun des projets ou actions qu'il conduit, quelle qu'en soit la nature (aménagement du territoire, assainissement, urbanisme, voirie...). Chaque signataire s'engagera également à informer systématiquement les autres interlocuteurs concernés en amont de chaque projet ou intervention. Une liste des noms et coordonnées des personnes physiques en responsabilité de chaque thématique pour chacune des collectivités territoriales du bassin versant sera à cette fin annexée à la charte de façon à faciliter les contacts et échanges entre acteurs.

La signature de cette charte ne doit pas être considérée comme un aboutissement de la démarche mais au contraire comme un point de départ. Cet outil est ainsi vu comme un moyen de marquer symboliquement la volonté politique de s'impliquer dans une nouvelle façon de gérer la problématique des eaux pluviales dans le bassin versant.

3.5- Programme opérationnel

Les étapes précédentes qui relèvent d'un travail d'animation et de concertation ne doivent pas en rester là. Pour être crédibles et maintenir une mobilisation durable, elles doivent en effet rapidement trouver une application concrète. Il convient ainsi tout au long du processus de ne pas perdre de vue que l'objectif final est bien de résoudre les problèmes identifiés dans la phase de diagnostic.

La mise en œuvre de programmes opérationnels adaptés se fera par petites entités territoriales (sous-bassins), en commençant par celles identifiées comme prioritaires, et avec une approche pluri-thématique (agriculture, voirie, urbanisation,...) impliquant l'ensemble des acteurs concernés.

4- QUEL PORTEUR DE PROJET ?

La question se pose de savoir qui est légitime et en capacité de porter cette démarche.

Le syndicat du contrat de rivière semble l'acteur incontournable car il est :

- la seule structure supra communautaire ;
- la principale cheville ouvrière reconnue par les partenaires institutionnels pour l'atteinte du bon état des masses d'eau superficielles du bassin versant ;
- habitué de la concertation, de la transversalité et de la pluridisciplinarité ;

et a :

- des compétences techniques dans la gestion des risques hydrauliques et de la restauration des milieux aquatiques ;
- le bassin versant comme aire de compétence ;
- une bonne connaissance du territoire et des hommes.

5 - RESULTATS ET DISCUSSION

Cette démarche étant engagée depuis peu, il est un peu trop tôt pour en voir les résultats mais il est d'ores et déjà possible d'en apprécier les chances de succès et d'en pointer les limites.

Des rencontres individuelles et une première réunion de présentation aux maires des principales communes concernées ont en effet permis d'appréhender leur ressenti vis-à-vis de la démarche. Ces premiers contacts s'annoncent positifs quant à leur réceptivité à la problématique et à leur volonté de s'engager, ce qui augure bien des chances de réussite de la démarche.

Néanmoins cette dernière reposant sur une connaissance fine du bassin versant et des acteurs, nécessite des investigations de terrain longues et un important travail d'animation (nombreux entretiens individuels et réunions de travail à prévoir). Il apparaît par ailleurs nécessaire d'avoir recours en appui à une expertise hydraulique, ce qui implique de consacrer un minimum de moyens financiers pour rémunérer cette prestation extérieure.

On le voit, le succès de l'opération repose donc pour une large part sur le travail d'animation et requiert pour réussir une continuité d'action dans le temps. La pérennité de l'animation constitue ainsi le principal facteur de réussite mais aussi de fragilité de la démarche.

Cette dernière repose également sur la bonne volonté des acteurs locaux qui ne pourra être maintenue durablement, nous l'avons vu, sans concrétisation rapide de la démarche sous forme d'actions opérationnelles. Celles-ci ne pourront toutefois se réaliser sans implication financière des collectivités et une concentration suffisante des moyens pour être efficaces.

Enfin, ce travail de fond engagé ne sera porteur de fruits qu'à plus ou moins long terme et n'est donc pas forcément en phase avec les échéances des mandats politiques locaux, ce qui constitue un écueil possible qui n'est pas non plus à négliger. Ainsi la démarche peut être remise en cause d'un mandat à l'autre et, au minimum, la phase de sensibilisation et de motivation est à recommencer à chaque nouvelle élection.

CONCLUSION

La démarche engagée sur le bassin versant de l'Alix et présentée dans la présente communication représente un test, à petite échelle, de la pertinence de la méthode et de son efficacité sur la gestion concertée des eaux pluviales, la réduction des aléas d'inondation et l'atteinte conjointe du bon état écologique et chimique des cours d'eau.

Cette action s'inscrit dans la perspective de mise en oeuvre sur le bassin versant de l'Azergues d'une éventuelle 2^{ème} procédure de contrat de rivière. De nombreuses incertitudes demeurent donc encore concernant la suite et l'issue de la démarche engagée.

La question se pose par ailleurs de savoir si le syndicat sera en capacité, compte tenu de ses moyens actuels, d'étendre la démarche à l'ensemble des autres bassins versants sensibles aux eaux pluviales répertoriés dans le bassin de l'Azergues.

BIBLIOGRAPHIE

CREN Rhône-Alpes (2008). *Biodiversité et développement territorial – Synthèse du colloque européen des 19, 20 et 21 mai 2008*. Life Nature & Territoires en région Rhône-Alpes, 17-24.

CREN Rhône-Alpes et Ecosphère (2008), ouv. collectif, sous la coordination de Faverot, P. and Michelot, J.L.. *Territoires & biodiversité – construire et financer un projet*. Guide à l'usage des collectivités locales et autres porteurs de projets. Life Nature & Territoires en région Rhône-Alpes, 25-41.

CREN Rhône-Alpes (2009), ouv. collectif du réseau des acteurs d'espaces naturels de Rhône-Alpes, sous la coordination de Faverot, P. *Une démarche de concertation pour la gestion du patrimoine naturel*. Coll. Les cahiers techniques, 23 p.